

PHOTOVOLTAÏQUE ALGÉRIEN

Les professionnels s'organisent en association

Les industriels du photovoltaïque algérien s'organisent en vue de créer une association professionnelle. Le comité provisoire du GIPA vise par cette initiative à fédérer les opérateurs du secteur des énergies renouvelables.

F.-Zohra B. Alger (Le Soir) - Les membres du comité provisoire du Groupement des industriels du photovoltaïque ont tenu, hier, une assemblée générale consultative en vue d'apporter les dernières retouches à la création de l'association professionnelle.

Le but étant, selon les organisateurs de la rencontre, de réunir l'ensemble des acteurs intéressés par les énergies renouvelables. «Nous voulons de ce fait être une force de proposition et aussi accompagner les pouvoirs publics dans ce programme», a déclaré M^{me} Kadri Amina, consultante d'Algérie Invest Media Electronique, initiateur de la rencontre et appartenant à Edielec Communication, filiale du groupe Edielec spécialisée en énergie solaire et thermique. Elle précisera, par ailleurs, que les professionnels souhaitent notamment limiter la dépendance à une technologie

particulièrement sensible qui est actuellement importée. Ils font ainsi appel à une aide et à un accompagnement des pouvoirs publics en raison de problèmes financiers vécus par cette filière. Les industriels concernés par cette mobilisation sont notamment ceux spécialisés dans la fabrication du verre plat, les concepteurs de cadres en aluminium pour panneaux photovoltaïques ainsi que dans la batterie ou l'onduleur. Les professionnels ouvrent aussi les portes de la future organisation aux chercheurs, experts et spécialistes. Ils évoquent aussi l'urgence d'accompagner les pouvoirs publics dans l'intégration des énergies renouvelables solaires et éoliennes, notamment dans le réseau de consommation nationale, et ce, aussi bien dans le secteur domestique que professionnel. Les professionnels du photovoltaïque rappelleront que le challenge



Photo : DR

ge est de répondre aux besoins du programme évalué à 120 milliards de dollars sur les vingt prochaines années et prévoit une production

en énergies renouvelables de 22 000 mW dont 12 000 seront destinés à l'exportation. Soixante-dix entreprises activent dans le domai-

ne des énergies renouvelables, domaine d'activité relativement nouveau en Algérie.

F.-Z. B.

AFFAIRE DE LA SNTF ANNABA

10 ans de prison requis contre tous les accusés

Le représentant du ministère public près la cour d'appel d'Annaba a requis dimanche, en début de soirée, des peines de dix ans de prison fermes assorties d'une amende d'un million de dinars contre chacun des huit accusés dans l'affaire dite de la Direction régionale (DRF) de la Société de transport ferroviaire (SNTF) d'Annaba. Il leur est reproché le faux et usage de faux, le détournement et la dilapidation de deniers publics.

Les huit cadres dont trois ex-directeurs régionaux, comparaissent devant la cour d'appel suite au pourvoi en cassation introduit par le procureur de la République après le jugement en première instance. L'audience a duré près de 7 heures. Elle rejugait les accusés condamnés au mois d'avril dernier. Les trois ex-DRF, un adjoint, un chef d'établissement avaient, pour rappel, été condamnés à quatre ans de prison ferme, deux agents à deux ans de prison, alors que le représentant de la STIM, filiale de la SNTF, a été acquitté. Ces peines ont été assorties d'une

amende de 200 000 DA. Dans son réquisitoire, le représentant du ministère public a pointé du doigt la DG de la SNTF, qui, a-t-il affirmé, réquisitionne deux avocats de la capitale pour défendre des accusés alors que son rôle en tant que partie civile est la défense des intérêts de l'entreprise. D'autant plus, a-t-il ajouté, que l'argent distribué à la défense appartient à une entreprise étatique qui est en plus déficitaire. Les avocats ont longuement plaidé l'innocence de leurs mandants, demandant l'acquittement ou la désignation d'une contre-expertise. A l'issue des plai-

doiries, le président de la cour d'appel a mis cette affaire en délibéré. Le jugement sera rendu le 13 novembre 2011. Pour rappel, l'affaire qui a été largement relayée par la presse nationale a éclaté au mois de juillet 2008, suite à des lettres de dénonciation signées par deux cadres ingénieurs, rejoints ensuite par deux autres cadres de l'entreprise et adressées en premier lieu au président de la République, avec un rappel des dispositions contenues dans l'ordonnance présidentielle pour lutter contre la corruption, au ministre des Transports et à leurs chefs hiérarchiques, dont le DG de la SNTF. Les lettres de dénonciation comportaient des arguments solides sur les malversations et autres crimes ayant visé leur entreprise. Des documents avec des photos à l'appui mettaient à nu ces pratiques. Il y avait du matériel ferroviaire remorqué et des cen-

taines de pièces de rechange neuves (bougies, essieux, roulements, boîtes de roulements, triangles de frein...) importées à coups de millions de dollars qui étaient laissées à l'air libre, donc aux méfaits des intempéries pour qu'elles soient classées ensuite comme déchets ferreux et ven-

dues à travers une filiale de la SNTF. Ceux qui ont permis à cette affaire d'éclater n'ont pas fait marche arrière en dépit des pressions, intimidations et autres chantages. Leur salaire était chaque mois ponctionné de près du tiers, nous ont-ils affirmé.

A. Bouacha

DOCUMENTATION EN LIGNE

Du nouveau pour les chercheurs

Destiné pour les recherches bibliographiques, le portail du Système national de la documentation en ligne SNDL a été lancé hier à Alger. La Direction générale de la recherche scientifique et du développement technologique a également annoncé la création du Palais des sciences et des arts.

Désormais, chercheurs, enseignants et étudiants pourront effectuer leurs travaux de recherches bibliographiques en ligne. Accessible à l'adresse www.sndl.ceriste.dz, le portail SNDL permettra de consulter un nombre important d'articles de revues et de journaux spécialisés et de livres, et de télécharger ainsi les documents recherchés. «Ce Système national permet de mettre à la disposition de la communauté universitaire et des chercheurs un accès en ligne à une panoplie d'informations internationales ainsi qu'aux ressources nationales dans différentes spécialités afin de faciliter leurs recherches», a souligné le Dr Saïd Berrouk, chercheur au Centre de recherche sur l'information scientifique et technique (Cerist).

En outre, la Direction générale de la recherche scientifique et du développement technologique a annoncé également la création du Palais des sciences et des arts.

«Cet espace sera dédié aux sciences et aux arts. Son rôle sera de diffuser une culture scientifique qui permettra d'élever le niveau culturel du grand public, de susciter des vocations de la recherche scientifique ainsi que de dynamiser les chercheurs», expliquera le Pr Hafid Aourag, directeur général de la recherche scientifique et du développement technologique au ministère de l'Enseignement supérieur.

Doté d'un budget de 40 milliards de centimes, le palais sera implanté au Parc Dounia à Alger. «L'étude a été finalisée et les travaux de réalisation de ce monument débiteront en 2012. Il sera fin prêt en 2014», a-t-il précisé.

Le Palais des sciences et des arts abritera ainsi des expositions temporaires et proposera des activités permanentes telles que colloques, conférences et rencontres auprès du grand public, notamment les élèves et les étudiants. Il proposera également une grande variété d'ateliers dans différents domaines : chimie, physique, astronomie...

«Cette cité des sciences et des arts constituera le trait d'union entre les chercheurs et le grand public pour présenter des manipulations et de nouvelles expériences», dira-t-il encore.

Rym Nasri

L'ENTMV PRÉCISE :

Le car-ferry *Tassili II* rejoindra un chantier de réparation

Le président-directeur général de l'ENTMV a animé, hier, une conférence de presse durant laquelle il a fait le point sur la situation du car-ferry *Tassili II*, amarré au port d'Oran. Il a de prime abord indiqué que «le car-ferry *Tassili II*, dont l'hélice d'un moteur a été endommagée lors des manœuvres de sortie du port d'Oran le 29 octobre 2011, a été mobilisé aux fins d'inspection et d'évaluation de l'étendue de l'avarie de cette hélice».

Malgré cet incident, l'ENTMV a souligné que le car-ferry reste en état de navigabilité puisqu'il dispose d'un autre moteur avec sa propre hélice sachant que tous les car-ferries de l'ENTMV sont dotés de deux moteurs avec deux hélices.

«La société de classification et l'administration maritime qui a effectué une inspection approfondie du navire ont donné leur visa pour permettre au navire d'effectuer un voyage directement vers un chantier de réparation. Le navire doit donc rejoindre incessam-

ment un chantier de réparation», a précisé cette entreprise.

L'ENTMV dément, ainsi, formellement tout incident faisant état d'une voie d'eau ou d'inondation de cabines ou d'un quelconque autre compartiment du navire, comme elle dément toute distribution de gilets de sauvetage aux passagers par l'équipage.

A ce sujet, l'ENTMV indique qu'après le retour au quai, un passager handicapé a accaparé un gilet de sauvetage à la suite des annonces diffusées par le commandant pour aviser les passagers du retour du navire au port en les rassurant sur son état technique.

«Il est précisé que les passagers ont été avisés qu'un départ sur Marseille allait être effectué sur le car-ferry *Tariq Ibn Ziyad* à partir d'hier et que les personnes désirant sortir ont été autorisées et indemnisées. Celles qui ont souhaité rester à bord ont été totalement prises en charge», a relevé l'ENTMV.

Synthèse R. N.